



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

HANS LOFGREN (ed.), *Food, Agriculture, and Economic Policy in the Middle East and North Africa*.

Oxford, Elsevier Science Ltd., 2003, 337 p.

Composé de 13 chapitres, cet ouvrage traite de thèmes diversifiés. Certains sont à caractère horizontal et comparatif entre pays, offrant des perspectives générales quant aux principales insuffisances économiques des politiques mises en œuvre en vue d'induire et de mettre en place des mécanismes de développement agricole et social dans les divers pays de la région. D'autres sont plutôt versés sur les spécificités d'un pays, d'un secteur ou d'une ressource. L'ensemble des chapitres traite de l'un ou l'autre aspect de la politique économique agricole et/ou alimentaire, de son efficacité, de son impact et des ajustements qu'il y aurait lieu d'envisager. Les pays et les situations ont leurs particularités, mais l'interventionnisme public caractérise la quasi-totalité des cas et situations étudiés.

Le premier chapitre de Lofgren et Richards examine les questions de sécurité alimentaire, de pauvreté et de politique économique dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MONA). Il est à caractère rétrospectif, traitant des questions de politique économique en rapport avec la sécurité alimentaire, la pauvreté et la sous-alimentation. Les auteurs concluent à la nécessité de cibler certaines politiques, afin de favoriser les processus de croissance économique des zones pauvres et de générer ainsi un potentiel exportable, soit vers d'autres zones des mêmes pays, soit carrément à l'étranger. S'agissant de zones généralement excédentaires en main-d'œuvre, l'effort de croissance devrait porter d'abord sur les activités prioritairement utilisatrices de la force de travail. Les aspects en rapport avec le maintien et l'équilibre du milieu environnemental sont également à prendre en considération lors de l'identification et de la mise en œuvre de ces politiques.

Le chapitre 2 de Devlin, dont l'intitulé « From citrus to cellphones? (...) » paraît un peu étrange, met l'accent sur la nécessité d'identifier des niches, au sein de l'économie mondiale, pour les produits de la région. À ce titre, l'auteur révèle l'existence d'un potentiel d'avantage comparatif pour la zone qui se situerait dans le secteur de la transformation des produits alimentaires (produits de la pêche, fruits et légumes, principalement).

Le chapitre suivant traite d'une multitude d'aspects en rapport avec les ressources hydriques d'une région qui en est la plus déficitaire au monde, eu égard à la variabilité et la précarité climatiques. Dans ce contexte, les auteurs mettent l'accent sur la nécessité de revoir les politiques en la matière, afin que ne soient pas exclusivement prises en compte les considérations d'efficacité d'utilisation de la ressource, mais aussi les aspects se rapportant à son environnement.

Le chapitre 4, par Hazell *et al.*, creuse les questions de la politique agricole et de sa portée, concernant un secteur de grande importance pour l'économie de la région, et pour les zones pauvres en particulier, celui de l'élevage ovin et caprin réalisé dans des conditions difficiles, au plan climatique et parfois même naturel. À ce titre, les auteurs préconisent l'introduction de mécanismes appropriés d'assurance-récolte qui pourraient limiter les retombées négatives des dégâts naturels. Ils signalent, par ailleurs, l'importance de l'information

météorologique, qui pourrait être donnée aux éleveurs suffisamment à l'avance pour qu'ils puissent planifier leurs activités en conséquence.

Le chapitre 5, dont l'auteur est R. Adams, est consacré aux conséquences distributionnelles des richesses du système de subvention alimentaire en Égypte et à son efficacité. L'auteur relate la longue expérience de ce pays dans ce domaine et calcule les niveaux particulièrement élevés atteints par ces dépenses publiques au courant des années 80. Il signale la portée limitée des mécanismes mis en place, notamment en matière de ciblage des subventions. Il suggère en outre l'opportunité d'envisager un mécanisme alternatif de ciblage des subventions alimentaires, de type administratif, tout en attirant l'attention sur les risques possibles d'une telle politique.

Le chapitre suivant concerne aussi l'Égypte, mais il traite du secteur des céréales et de l'évolution de leur production, compte tenu des réformes entreprises dans le pays depuis la fin des années 80. L'auteur du chapitre met en évidence le caractère particulier de cette production céréalière, du fait qu'elle est presque entièrement irriguée et hautement intensive et ce en dépit de la petitesse des exploitations. Il mentionne aussi les difficultés afférentes à l'écoulement de cette production dans les milieux urbains, compte tenu des prix subventionnés apparemment insuffisamment encourageants pour les exploitants.

Le chapitre 7 traite également de considérations de politiques économiques propres à l'Égypte. Elles concernent la portée de la politique économique du pays à l'égard de l'investissement dans le domaine de la mécanisation agricole et de son caractère irréversible. En effet, comme conséquence de l'adoption d'un taux de change surévalué, un surinvestissement dans la mécanisation agricole a eu lieu en Égypte et s'est traduit par un déplacement de la main-d'œuvre locale, laquelle main-d'œuvre a pu être absorbée partiellement par la demande des pays pétroliers. Le rétablissement de l'équilibre initial n'est pas chose aisée.

Les deux chapitres suivants concernent la Tunisie. Le premier, par Chemingui et Dessus, traite des questions de sécurité alimentaire et des politiques adoptées par ce pays en la matière. Les auteurs en font une lecture approfondie, analysent leurs tendances lourdes et présentent les leçons et recommandations qu'ils ont pu tirer de cet examen. À l'aide de leur modèle d'équilibre général calculable, ils ont pu analyser un ensemble de scénarios politiques et concluent en mettant l'accent sur l'opportunité de continuer le processus de libération économique, afin de promouvoir le bien-être économique agrégé.

L'autre chapitre concernant la Tunisie, rédigé par Foltz, creuse un certain nombre d'aspects plutôt à caractère micro-économique, se rapportant à la stratégie d'exportation du pays et dont les conséquences macroéconomiques et sociales sont loin d'être négligeables. Plus précisément, Foltz apporte une réflexion sur la stratégie d'exportation adoptée par ce pays, en examinant le cas des fraises, exportées de la zone du Cap Bon, et son caractère doublement bénéfique : offre d'une source de revenu pour les petits exploitants, d'une part, et forte intensité en main-d'œuvre, d'autre part. Tout en reconnaissant les difficultés et les exigences croissantes du marché mondial, de plus en plus compétitif, l'auteur suggère à juste titre l'opportunité de trouver des technologies de

production moins consommatrices d'eau, étant donné les limites de cette ressource dans la zone étudiée et, plus généralement, dans le reste du pays.

Les trois chapitres suivants synthétisent des études se rapportant aux secteurs agricoles et alimentaires respectivement du Maroc, du Yémen et de la Turquie.

Concernant le Maroc, Arndt et Tynner soulignent d'emblée le haut niveau d'interventionnisme économique qu'a connu ce pays. Les niveaux de subventions accordés par l'État se sont traduits par des déséquilibres importants, tant de la balance budgétaire que de la balance commerciale. Les réformes économiques mises en œuvre ont touché la plupart des secteurs. En conclusion, les auteurs suggèrent davantage de libéralisation économique et ce afin de mieux apprécier l'avantage comparatif du pays et permettre un meilleur accès des produits marocains au marché mondial.

Le chapitre réservé au Yémen souligne le caractère particulier de ce pays et son histoire assez troublée. L'auteur du chapitre met l'accent sur l'urgence d'instituer un marché de l'eau pour garantir un bon degré d'efficacité dans son utilisation. Par ailleurs, sont aussi relevées l'importance et l'urgence du renforcement de l'appareil de recherche et de vulgarisation agricole et la nécessité de sa décentralisation.

Le chapitre traitant de la Turquie fait d'abord état du niveau économique significativement plus développé que celui des autres pays étudiés, ne serait-ce qu'en termes de parité de pouvoir d'achat. Les auteurs expliquent cet écart relatif par des considérations climatiques (pluviométrie), nettement plus favorables dans ce pays qu'ailleurs, et par l'accès relativement plus aisé au marché communautaire européen. Il s'en suit un niveau plus prononcé d'intégration du secteur agricole dans le reste de l'économie et au niveau du marché mondial, et ce grâce aux produits agro-industriels.

Le dernier chapitre concerne encore la Turquie. Il traite des problèmes alimentaires spécifiques à la partie urbaine d'une des plus grandes agglomérations du monde, à savoir la ville d'Istanbul, et de l'exode rural auquel elle est confrontée. En effet, la population rurale d'Istanbul s'y trouve directement connectée et ce en approvisionnant elle-même ses besoins alimentaires. Cette spécificité milite en faveur de politiques économiques capables d'aider les petits exploitants à assurer leur propre sécurité alimentaire.

En conclusion, ce livre couvre, à mon avis, un ensemble représentatif d'études de cas des pays de la région, du Yémen avec ses particularités historiques et actuelles à la Turquie avec ses spécificités et son niveau de développement relativement plus prononcé, en passant par les situations de l'Égypte, de la Tunisie et du Maroc.

L'ouvrage s'est proposé de faire une lecture des politiques économiques mises en œuvre dans chacun de ces pays, des politiques visant à développer le secteur agricole et alimentaire et à atteindre ainsi, entre autres, l'objectif de sécurité alimentaire partagé par tous ces pays. Des appréciations de réussite relative ont été empiriquement démontrées, mais des insuffisances ont également été mises en évidence.

À ma connaissance, c'est le seul ouvrage existant qui traite et compare des politiques agricoles et alimentaires des pays du Mashreq et du Maghreb, avec le souci à la fois de rigueur économique et de vérification empirique.

Ayant moi-même investi une partie de ma vie professionnelle dans la compréhension de ces questions, et ayant connaissance de la genèse de certains des travaux qui ont conduit, directement ou indirectement, à la production de quelques-uns des chapitres examinés, je ressens une satisfaction personnelle à la parution de cet ouvrage et à l'occasion qui m'a été donnée d'en faire ce compte rendu. Je recommanderais sa lecture à tous ceux qui s'intéressent aux questions de politique économique agricole et alimentaire, et particulièrement à ceux d'entre eux avides de connaître l'éclairage que la science économique peut apporter à ces questions.

L'ouvrage devrait constituer une référence de taille, tant pour les chercheurs confirmés que pour les étudiants qui s'intéressent à ces questions et sont avides d'identifier des thèmes de recherche économique complémentaires et plus précis.

Boubaker THABET

Conseil oléicole international, Madrid